

Abonnements : Roubaix-Tourcoing. Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 francs. — Les départements et l'étranger, les frais de poste en sus.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42. Directeur : ALFRED REBOUX. AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre-Dame-des-Victoires.

ABONNEMENTS ET ANNONCES: Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Capitaine, 94. — A Paris, chez M. HAYAS, LAFFITE et Co, place de la Bourse et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à Bruxelles, à l'Office de Publications.

LE DISCOURS DE M. CARNOT

Nous avons publié l'allocution de Mgr l'évêque de Tournai, présentant son clergé à Monsieur le président de la République; voici en extenso la réponse de M. Carnot :

Monsieur l'évêque, Je vous remercie au nom du gouvernement, au nom du pays tout entier des nobles paroles que vous venez d'adresser au chef de l'Etat. Les souhaits que vous formez pour la concorde de tous les Français unis dans une même pensée de paix et de patriotisme doivent être exaucés, car ils sont l'expression intime de la volonté de la nation. Noble tâche, monsieur l'évêque, et bien digne de séduire les âmes généreuses.

Au cours de mes voyages à travers la France, j'ai pu juger que l'épiscopat et le clergé français sont pénétrés de la grandeur de leur mission, et que leur plus cher désir est de travailler de concert avec le gouvernement à cette union nécessaire et féconde de tous les citoyens pour le bien suprême de la patrie.

J'estime que l'ère des luttes est close, et qu'il ne s'agit plus d'avoir de méprises à redouter. La République est définitivement installée en France; la conquête est faite, reste maintenant à pacifier le pays, et à triompher des dernières résistances.

C'est à cette œuvre que vous promettez votre concours et celui de votre clergé. Je suis heureux d'accepter une pareille collaboration. Ce n'est pas du reste la première fois que le gouvernement de la République a recours à vous. Vous avez raison, monsieur l'évêque, de me rappeler les travaux de P. Dorgère et de Mgr Puginier. L'un et l'autre sur des rivages éloignés et dans des circonstances périlleuses ont vaillamment servi la France; ils la servent encore à cette heure de la même façon au Dahomey et dans l'Indo-Chine.

Personne ne doit méconnaître de semblables dévouements, et le gouvernement de la République s'est efforcé de les distinguer en élevant Mgr Puginier au grade d'officier, et le P. Dorgère à celui de chevalier de la Légion d'honneur.

Il ne m'en coûte pas de leur rendre en m'adressant à vous un témoignage public de reconnaissante estime. L'impartialité est le premier devoir d'un chef d'Etat; je cesserais d'être juste si je marchandais mes éloges et mon admiration à tous ceux, quel que soit l'habit qu'ils portent, civil, militaire ou religieux, qui aiment et servent bien le pays.

Vous me parlez aussi de l'abbé Margerin, curé de Fourmies. Les pénibles événements qui ont mis en évidence le nom de ce prêtre, ont cruellement impressionné l'opinion. Vous ferez comme moi, monsieur l'évêque, vous voulez les plus ardents pour que ces sanglantes répressions soient épargnées désormais au pouvoir obligé de faire respecter la loi, et à l'armée chargée de maintenir l'ordre.

M. le curé Margerin, dans cette regrettable collision, s'est montré à la hauteur de ses devoirs de citoyen et de prêtre, et déjà le ministre de l'intérieur lui a adressé, au nom du gouvernement de la République, un témoignage de satisfaction bien mérité. M. le curé Margerin obtiendra lui aussi la suprême distinction qui marque la poitrine des braves. Je me plairai à considérer sa nomination dans la Légion d'honneur comme un gage de pacification religieuse et sociale.

Je tenais à vous exprimer mes sentiments et à vous assurer que votre patriotisme n'est point méconnu, et que le concours que vous apportez à l'union définitive de tous les Français ne sera point repoussé.

L'heure est proche, sans doute, où ce grand besoin de concorde qui se manifeste dans le pays dissipera les dernières équivoques et rapprochera tous les bons citoyens dans un effort commun vers un avenir de paix, de liberté et de justice sociale.

La grande autorité morale que vous possédez, vous l'emploierez à cette œuvre grandiose et patriotique; elle vous permettra d'apaiser bien des rancunes et bien des défiances, et ainsi vous devancerez certainement le travail des années, vous encouragerez les bonnes volontés, vous désarmerez les haines injustes et persistantes, et en préparant le terrain de la réconciliation nationale, vous aurez bien mérité de la France et de la République. (Applaudissements, vive sensation.)

P.-S. — Une dépêche de notre correspondant nous informe que le discours qui précède n'a pas été prononcé par M. Carnot. Voici le texte exact des paroles du président de la République : « Le gouvernement de la République s'appliquera à réaliser l'union de tous les Français. » Le respect de la vérité nous oblige à insérer cette rectification; nous regrettons cette méprise et la majorité des Français la regrettera avec nous.

La fabrication de la mélinité

DEVOILÉE A L'ÉTRANGER (NOUVEAUX DÉTAILS)

Nous avons donné hier de longs détails sur la publication d'un livre de M. Turpin dans lequel se plait qu'on a dévoilé le secret de la fabrication des obus à la mélinité, et nous avons rapporté les arrestations qui ont eu lieu à ce sujet. Voici de nouveaux détails sur cette grave affaire.

MM. Turpin et Tripone. Paris, 24 mai. — Dans sa lettre aux sénateurs, aux députés, au conseil municipal, à l'armée, à la presse française, le sieur Turpin, après l'exposé de son affaire, donne une seconde raison au retard à publier ses dénonciations : c'est que, les ayant faites en 1890 à l'autorité militaire, une commission d'enquête nommée cette époque et présidée par le général Ladocvat, n'a abouti jusqu'à présent à aucun résultat.

Dernier détail, le sieur Turpin est chevalier de la Légion d'honneur, couronné par l'Institut, l'Académie des sciences, l'Institut Pasteur, le ministère de la Guerre, etc.

Turpin a déclaré, lorsqu'on l'a arrêté : « Je suis un homme qui a fait une gaffe, maintenant je dirai tout. Le livre. Paris, 24 mai. — C'est M. Clément, commissaire aux délégations, qui a saisi le livre de M. Turpin chez lui. Le livre est resté au dépôt et a été saisi au nom de la loi sur la presse.

Ajoutons, qui n'est sorti de l'ouvrage tout entier que l'intention de l'auteur n'a été nullement d'entreprendre la diffusion de ses idées, mais de provoquer sur les faits qu'il rapporte, et qui ont été constatés par la justice, une enquête qui soit précisée et qui soit appliquée à la fabrication de la mélinité et des engins propres à la mettre en usage sous bien ceux pour lesquels l'inventeur a traité l'Etat. Ce n'est pas de la guerre, mais de la paix, que nous nous occupons, et nous ne croyons pas que les ingénieurs militaires ont apporté aux inventions de M. Turpin des modifications essentielles de la plus haute importance, les modifications sont telles que le livre de M. Turpin ne peut être considéré que comme un ouvrage de propagande qui a été publié en vue de la guerre et de la marine.

On voit donc que le paragraphe sur ce devoir faire à M. Turpin et à M. Tripone une application de la loi, du moins il ne peut résulter de cette affaire aucun dommage pour la sécurité nationale. Cependant, la saisie du livre de M. Turpin n'arrêtera pas, croyons-nous, la divulgation de la livraison de la mélinité; M. Turpin, qui avait quelque raison de crainte

de ce qui lui est arrivé, a fait préparer en Belgique une édition de son livre.

Le colonel Delye. Un réacteur du XIXe Siècle a vu M. le colonel Delye qui paraît peu touché par les insinuations de M. Turpin. Nous avons vu aussi le représentant à Paris de la maison Armstrong, qui nous a affirmé qu'après la rupture des négociations suivies avec M. Turpin, sa maison n'a construit aucun engin du système français et que toutes les commandes ont été envoyées à M. de Frey, c'est-à-dire à l'étranger.

Une affaire avait été renvoyée à M. de Frey, c'est-à-dire à l'étranger. Le même jour, une déclaration de M. Turpin, dont nous extrayons le passage suivant : « Comme fournisseur de la guerre, et comme capitaine de la territoriale, Tripone, dit M. Turpin, était depuis de longues années le rapporteur principal de la direction et fort au courant des us et coutumes de l'administration et de la manière de faire des affaires de ses fonctionnaires. »

Voici l'énumération des documents volés : 1° Rapports de Bourgeois et de Galais sur toutes les expériences secrètes de mélinité; 2° Plans et table de construction, dit M. Turpin, de la machine à vapeur pour la fabrication de la mélinité; 3° Plans et table de construction, dit M. Turpin, de la machine à vapeur pour la fabrication de la mélinité; 4° Plans et table de construction, dit M. Turpin, de la machine à vapeur pour la fabrication de la mélinité; 5° Notice du ministère de la marine sur le chargement facultatif à bord des navires de guerre de la mélinité; 6° Appareil de chargement et de fusion, bassins, poches, d'organoir, etc.; 7° Renseignements sur l'emploi de l'acide cresylique, etc.

En résumé, pour reprendre en quelques mots cette affaire passablement embrouillée et sur laquelle nous avons vu publier aujourd'hui que des documents, sans nombre, ont été saisis, il résulte de la lecture de ce livre que M. Turpin, après avoir tenté de vendre son invention au ministère l'aurait voulu céder à la maison Armstrong. M. Clément, commissaire aux délégations, assistait à la lecture de ce livre et a constaté que M. Turpin, en publiant ce livre, avait eu l'intention de divulguer le secret de la fabrication de la mélinité, et de livrer ainsi à l'étranger, par l'intermédiaire de la maison Armstrong, le secret de la fabrication de la mélinité, et de livrer ainsi à l'étranger, par l'intermédiaire de la maison Armstrong, le secret de la fabrication de la mélinité.

Une interpellation à la Chambre. Paris, 24 mai. — Il est probable que M. Turpin donnera le jour à une interpellation à la Chambre. C'est M. Laisant qui interpellera à propos de la saisie du livre.

DERNIÈRES NOUVELLES. Paris, 24 mai, 10 h. 15. — Nous avons dit que lorsque le gouvernement français eut refusé d'acquiescer à titre définitif des différents brevets de M. Turpin, celui-ci chercha à trouver ailleurs un acheteur. M. Armstrong, un industriel anglais, se présenta et se proposa de faire fabriquer les obus de M. Turpin en Angleterre.

Le grève des employés d'omnibus à Paris. Paris, 25 mai. — Le grève des employés d'omnibus a commencé ce matin conformément à la décision prise dans la réunion nocturne. Les dépôts et bureaux d'omnibus sont gardés. Aucun incident sérieux.

Les grèves belges terminées. Bruxelles, 25 mai. — La grève est absolument terminée à Mons et Liège; le même signe partout.

L'exportation d'or de Portugal. Lisbonne, 25 mai. — Le journal Commercial évalué à 400.000 livres, l'exportation d'or de Portugal depuis ces derniers jours, mais les stocks des banques étaient hier supérieures à ceux de samedi dernier. Ce journal ajoute que l'exportation d'or de Portugal est un élément important pour conjurer la crise.

Les Juifs en Russie. Ordres de St-Petersbourg. — Puss de clémence. Londres, 25 mai. — Le Daily Telegraph le communiqué par un long article les ordres de St-Petersbourg au sujet de l'expulsion des Juifs de Moscou.

LES MARCHÉS A TERME. BULLETIN DU JOUR. ROUBAIX-TOURCOING. — Le marché reste toujours faible. On a enregistré 160,000 kil. comme suit : Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing. — Buenos-Ayres type 1 : sur juin, 20,000 kil. à 5.45, 15,000 à 5.42 1/2; sur août, 5,000 à 5.52 1/2, 5,000 à 5.50; sur septembre, 40,000 à 5.55; ensemble 35,000 kil.

BOURSE DE PARIS

Table with columns for Cours précédé, Valeurs, Cours d'ouv., Cours de 2 h., Cours de clôture. Includes sections for Fonds d'Etat, Sociétés de crédit, Chemins de fer, Valeurs diverses, Mines.

BOURSE DE LILLE

Table with columns for Valeurs, Cours, Cours précédé. Includes sections for Actions, Obligations, etc.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL). Les employés d'omnibus de Paris. — La grève générale votée. Paris, 25 mai. — La réunion des employés, cochers et conducteurs d'omnibus que nous avons annoncée au cours de notre précédent article, a eu lieu hier soir, à huit heures, dans la salle de la Compagnie. M. Mesurier est nommé président, MM. Lyon-Lemaire et Boucher, membres du syndicat, secrétaire et trésorier.

L'ENCYCLOPÉDIE DE LÉON XIII SUR LA QUESTION SOCIALE

Nous avons donné hier quelques passages de la première partie de cet important document. Voici des extraits de la seconde partie : « L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies l'une de l'autre, comme si la nature avait séparé les riches et les pauvres en deux camps ennemis. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine absolument opposée :

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 25 mai 1891. Présidence de M. Floquet, président. Peu de députés encore à l'ouverture de la séance, mais beaucoup d'animation. MM. de Freycinet, Fallières, Loubet, ont tenu un long discours. La séance a été levée à 10 heures.

LES MARCHÉS A TERME

BULLETIN DU JOUR. ROUBAIX-TOURCOING. — Le marché reste toujours faible. On a enregistré 160,000 kil. comme suit : Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing. — Buenos-Ayres type 1 : sur juin, 20,000 kil. à 5.45, 15,000 à 5.42 1/2; sur août, 5,000 à 5.52 1/2, 5,000 à 5.50; sur septembre, 40,000 à 5.55; ensemble 35,000 kil.